

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2011 — 632

[C — 2011/29084]

10 FEVRIER 2011. — Décret portant des dispositions diverses en matière d'enseignement obligatoire et de promotion sociale (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique*

Article 1^{er}. L'article 16 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, tel que complété en dernier lieu par le décret du 12 décembre 2008 est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. — Sont également admissibles les services, repris au présent article, prestés au sein d'une institution d'un Etat membre de l'Union européenne qui correspond à une des institutions visées à l'article 16 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique. »

CHAPITRE II. — *Disposition modifiant la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux*

Art. 2. Dans l'article 2, § 1^{er}, 1^o et 2^o de la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, tel que modifié par le décret du 19 février 2009 et par le décret du 8 juillet 2010, les mots « ou temporaire » sont ajoutés entre les mots « en intégration permanente totale ou partielle » et les mots « à la fois dans la population du centre psycho-médico-social ordinaire et dans le centre psycho-médico-social chargé de la guidance ».

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Art. 3. Dans l'article 28 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que complété par le décret du 8 février 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, 1^{re} phrase, les mots « ou sur proposition motivée de l'inspecteur compétent » sont abrogés.

2^o dans l'alinéa 1^{er}, 3^e phrase et dans l'alinéa 3, 4^e phrase, les mots « ou l'inspecteur compétent » sont abrogés.

Art. 4. Dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, il est inséré un article 28bis rédigé comme suit :

« Article 28bis. § 1^{er}. Tout membre du personnel désigné à titre temporaire peut être licencié sans préavis pour faute grave.

Est considéré comme constituant une faute grave, tout manquement qui rend immédiatement et définitivement impossible toute collaboration entre le membre du personnel et le directeur de l'établissement d'enseignement où il est affecté.

§ 2. Dès le moment où il a connaissance d'éléments susceptibles de constituer une faute grave, le chef d'établissement convoque par lettre recommandée, le membre du personnel à une audition qui doit avoir lieu au plus tôt cinq jours ouvrables et au plus tard dix jours ouvrables après l'envoi de la convocation. La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou retraités de l'enseignement organisé par la Communauté française ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

§ 3. Si après l'audition visée au § 2 ou en l'absence du membre du personnel ou de son représentant lors de l'audition, le chef d'établissement estime qu'il y a suffisamment d'éléments constitutifs d'une faute grave, il transmet immédiatement la proposition de licenciement au Gouvernement qui prend sa décision dans les trois jours ouvrables à compter de l'envoi de la proposition.

Le licenciement est accompagné de la preuve de la réalité des faits reprochés. Il est notifié au membre du personnel, soit par exploit d'huissier, soit par lettre recommandée, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

§ 4. Le membre du personnel peut introduire, dans les dix jours, une réclamation écrite auprès du Ministre. Cette réclamation est introduite par lettre recommandée. Aussitôt qu'il l'a reçue, le Ministre fait parvenir la réclamation à la Chambre de recours. Celle-ci donne son avis au Gouvernement dans un délai maximum de deux mois à partir de la date de réception de la réclamation.

Le membre du personnel, est, à sa demande, entendu par la Chambre de recours. Il peut se faire assister par un avocat, un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française en activité de service ou retraité, ou par un délégué d'une organisation syndicale agréée.

Le défaut de comparution du membre du personnel ou de son représentant n'empêche pas la Chambre de recours de se prononcer.

Le Gouvernement statue dès réception de l'avis. »

Art. 5. Dans l'article 42, alinéa 1^{er}, 1^{re} phrase de l'arrêté royal du 22 mars 1969, les mots « ou de l'inspecteur compétent » sont abrogés.

Art. 6. Dans l'article 43, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 mars 1969, la 2^e phrase est abrogée.

Art. 7. Dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, il est inséré un article 43ter rédigé comme suit :

« Article 43ter. § 1^{er}. Tout temporaire prioritaire ou temporaire protégé peut être licencié sans préavis pour faute grave.

Est considéré comme constituant une faute grave, tout manquement qui rend immédiatement et définitivement impossible toute collaboration entre le membre du personnel et le directeur de l'établissement d'enseignement où il est affecté.

§ 2. Dès le moment où il a connaissance d'éléments susceptibles de constituer une faute grave, le chef d'établissement convoque par lettre recommandée, le membre du personnel à une audition qui doit avoir lieu au plus tôt cinq jours ouvrables et au plus tard dix jours ouvrables après l'envoi de la convocation. La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou retraités de l'enseignement organisé par la Communauté française ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

§ 3. Si après l'audition visée au § 2 ou en l'absence du membre du personnel ou de son représentant lors de l'audition, le chef d'établissement estime qu'il y a suffisamment d'éléments constitutifs d'une faute grave, il transmet immédiatement la proposition de licenciement au Gouvernement qui prend sa décision dans les trois jours ouvrables à compter de l'envoi de la proposition.

Le licenciement est accompagné de la preuve de la réalité des faits reprochés. Il est notifié au membre du personnel, soit par exploit d'huissier, soit par lettre recommandée, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

§ 4. Le membre du personnel peut introduire, dans les dix jours, une réclamation écrite auprès du Ministre. Cette réclamation est introduite par lettre recommandée. Aussitôt qu'il l'a reçue, le Ministre fait parvenir la réclamation à la Chambre de recours. Celle-ci donne son avis au Gouvernement dans un délai maximum de deux mois à partir de la date de réception de la réclamation.

Le membre du personnel, est, à sa demande, entendu par la Chambre de recours. Il peut se faire assister par un avocat, un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française en activité de service ou retraité, ou par un délégué d'une organisation syndicale agréée.

Le défaut de comparution du membre du personnel ou de son représentant n'empêche pas la Chambre de recours de se prononcer.

Le Gouvernement statue dès réception de l'avis. »

Art. 8. Dans l'article 45, § 3, de l'arrêté royal fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 17 décembre 2003, l'alinéa 4 est complété par ce qui suit :

« Cette demande est prise en considération dans un des établissements où le membre du personnel est affecté à titre complémentaire, dès qu'elle est introduite. La prise d'effet n'a toutefois lieu qu'au 1^{er} juillet suivant. »

Art. 9. L'article 168 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 est complété par un alinéa libellé comme suit :

« Tout membre du personnel qui est démis d'office et sans préavis de ses fonctions en application de l'alinéa 1^{er}, 3°, 4°, 5°, 7°, perd, pour toutes fonctions, le bénéfice des candidatures introduites ainsi que du nombre de jours prestés pour la fonction qu'il exerçait avant sa démission. »

Art. 10. L'article 169 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 est complété par un alinéa libellé comme suit :

« Tout membre du personnel qui est démis d'office et sans préavis de ses fonctions en application de l'alinéa 1^{er}, 2° ou 4°, perd, pour toutes fonctions, le bénéfice des candidatures introduites ainsi que du nombre de jours prestés pour la fonction qu'il exerçait avant sa démission. »

CHAPITRE IV. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat*

Art. 11. Dans l'article 4bis, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat, les mots « ou de l'inspecteur compétent » sont abrogés.

CHAPITRE V. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1970 fixant le statut pécuniaire du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat*

Art. 12. Dans l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1970 fixant le statut pécuniaire du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, l'article 14, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Sont également admissibles les services, repris au § 1^{er}, prestés au sein d'une institution d'un Etat membre de l'Union européenne qui correspond à une des institutions visées à l'article 16 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique. »

CHAPITRE VI. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française*

Art. 13. Dans l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française, il est inséré un article 19ter rédigé comme suit :

« Article 19^{ter}. En cas de licenciement, les jours de service prestés au cours du stage sont assimilés à des jours de service prestés en qualité de membre du personnel temporaire. »

Art. 14. Dans le Chapitre X de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française, il est inséré un article 49^{bis} rédigé comme suit :

« Art 49^{bis}. Tout membre du personnel qui est démis d'office et sans préavis de ses fonctions en application de l'article 48, 3°, 4°, 5°, 6° ou 49, 2° ou 4°, perd, pour toutes fonctions, le bénéfice des candidatures introduites ainsi que du nombre de jours prestés pour la fonction qu'il exerçait avant sa démission. »

CHAPITRE VII. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif aux titres suffisants dans l'enseignement gardien et primaire*

Art. 15. Dans l'article 11 de l'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif aux titres suffisants dans l'enseignement gardien et primaire, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 3 juillet 2003, il est inséré après la rubrique « Maître de cours spéciaux (économie domestique) » une rubrique « surveillant-éducateur » rédigée comme suit :

Surveillant-éducateur

Groupe A

- a) Diplôme de conseiller social - Du porteur TR/E
- b) Diplôme de candidat/bachelier (toute orientation) délivré par une université belge ou par un établissement y habilité par la loi- Du porteur TR/E
- c) Diplôme d'école technique supérieure du 1^{er} degré complété par le certificat de CNTM ou par le CAP - Du porteur TR/E
- d) Diplôme d'école ou de cours techniques supérieurs du 1^{er} degré - Du porteur TR/E-biennale
- e) Diplôme d'école technique secondaire supérieure ou certificat d'enseignement secondaire supérieur, complété par le certificat de CNTM ou par le CAP - Du porteur TR/E-biennale
- f) Diplôme d'école technique secondaire supérieure ou certificat d'enseignement secondaire supérieur - Du porteur T/E
- g) Brevet d'école professionnelle secondaire complémentaire, complété par 36 mois de services prestés à titre définitif dans la fonction à prestations complètes de surveillant-éducateur d'internat - Du porteur T/E
- h) Brevet d'école professionnelle secondaire supérieure, complété par 36 mois de service prestés à titre définitif dans la fonction à prestations complètes de surveillant-éducateur d'internat - Du porteur T/E
- i) Diplôme de cours techniques secondaires supérieurs, complété par 36 mois de services prestés à titre définitif dans la fonction à prestations complètes de surveillant-éducateur d'internat - Du porteur T/E

CHAPITRE VIII. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 14 décembre 1976 portant règlement organique du personnel du service d'inspection, chargé de la surveillance des établissements de l'Etat*

Art. 16. L'article 7 de l'arrêté royal du 14 décembre 1976 portant règlement organique du personnel du service d'inspection, chargé de la surveillance des établissements de l'Etat est abrogé.

CHAPITRE IX. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux*

Art. 17. L'article 33 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 33. Le stagiaire, peut, au cours du stage, être licencié sur proposition motivée par le directeur du centre. Cette proposition est soumise au stagiaire le jour même où elle est formulée.

Le stagiaire vise et date cette proposition et la restitue dans les dix jours ouvrables qui suivent le jour où elle lui a été remise ».

Art. 18. L'article 196 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 précité, tel que remplacé par le décret du 31 janvier 2002, est complété par un second alinéa rédigé comme suit :

« Tout membre du personnel qui est démis d'office et sans préavis de ses fonctions en application de l'alinéa 1^{er}, 3°, 4°, 5°, 6°, perd, pour toutes fonctions, le bénéfice des candidatures introduites ainsi que du nombre de jours prestés pour la fonction qu'il exerçait avant sa démission. »

Art. 19. L'article 197 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 précité, tel que modifié par le décret du 31 janvier 2002 et par le décret du 30 avril 2009, est complété par un second alinéa rédigé comme suit :

« Tout membre du personnel qui est démis d'office et sans préavis de ses fonctions en application de l'alinéa 1^{er}, 2° ou 4°, perd, pour toutes fonctions, le bénéfice des candidatures introduites ainsi que du nombre de jours prestés pour la fonction qu'il exerçait avant sa démission. »

CHAPITRE X. — *Dispositions modifiant le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale*

Art. 20. Dans l'article 20 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel que complété par le décret du 24 juillet 1997 et modifié par le décret du 3 mars 2004, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les membres effectifs et suppléants de la Commission sont nommés par le Gouvernement pour un terme de cinq ans renouvelable. »

Art. 21. Dans l'article 75 du même décret, tel que modifié par le décret du 14 novembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 3 est abrogé;

2° dans l'alinéa 4, les mots « d'une correspondance ou » sont abrogés.

Art. 22. L'article 120 du même décret, tel que complété par le décret du 19 juillet 1991 et par le décret du 4 février 1993 est abrogé.

CHAPITRE XI. — *Dispositions modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre*

Art. 23. L'article 79/2, alinéa 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, tel qu'inséré par le décret du 18 mars 2010, est complété par un 3^o rédigé comme suit :

« 3^o une école fondamentale ou primaire spécialisée, toute implantation au sens de l'article 4, § 1^{er}, 3^o, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé »

Art. 24. Dans l'article 79/7 du même décret, tel qu'inséré par le décret du 18 mars 2010, sont apportées les modifications suivantes :

1^o Dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « susceptible de formuler une demande d'inscription en première année commune du premier degré de l'enseignement secondaire en vue de l'année scolaire suivante » sont remplacés par les mots « inscrit en 6^e année primaire de l'enseignement ordinaire »;

2^o Dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots « , sous enveloppe fermée », sont supprimés;

3^o Le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Dans l'enseignement spécialisé, sur proposition du conseil de classe, le chef d'établissement pour l'enseignement organisé par la Communauté française ou le pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné communique à l'Administration, pour le 1^{er} décembre au plus tard, la liste des élèves susceptibles d'introduire une demande d'inscription en première année commune du premier degré de l'enseignement secondaire en vue de l'année scolaire suivante.

Pour les enfants relevant de l'enseignement à domicile ou fréquentant un établissement visé à l'article 3 du décret du 25 avril 2008 fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dehors de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et pour tout enfant pour lequel un formulaire n'a pas été émis, l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale, peuvent demander un formulaire conformément au § 5 »;

4^o Dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots « de l'élève ou » sont insérés entre les mots « le domicile visé à l'alinéa 1^{er} est le domicile » et « d'un des deux parents »;

5^o Dans le paragraphe 3, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Pour l'application de l'article 79/17, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o, le domicile visé à l'alinéa 2 peut, en outre, être selon le cas, celui de l'élève, d'un de ses deux parents ou du tiers exerçant l'autorité parentale au moment de l'inscription dans l'école primaire d'origine. »

Art. 25. Dans l'article 79/8 du même décret, tel qu'inséré par le décret du 18 mars 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er} est complété par les alinéas suivants :

« Après la phase d'enregistrement des demandes d'inscription visée à l'alinéa précédent, aucune autre demande d'inscription ne peut être actée avant le premier jour ouvrable de la 3^e semaine qui suit la fin des vacances de printemps.

Sauf désistement préalable, aucune inscription en ordre utile ne peut être enregistrée pour un élève déjà en ordre utile dans un autre établissement. »;

2^o Dans le paragraphe 3, les mots « une copie certifiée par elle de ce formulaire qui tient lieu, pour l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale, d'accusé de réception de leur demande d'inscription dans cette école » sont remplacés par les mots « un accusé de réception qui mentionne les données prises en considération pour le classement de l'élève ».

Art. 26. Dans l'article 79/9, alinéa 3, tel qu'inséré par le décret du 18 mars 2010, les mots « introduites au moyen du même formulaire unique ou d'un duplicata de celui-ci, sont » sont insérés entre les mots : « Ces demandes, » et les mots « actées dans l'ordre chronologique, ».

Art. 27. Dans l'article 79/12, § 1^{er}, tel qu'inséré par le décret du 18 mars 2010, sont apportées les modifications suivantes :

1^o l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « Sont considérés complets pour les inscriptions en 1^{re} année commune de l'année scolaire pour laquelle lesdites inscriptions sont demandées, les établissements d'enseignement secondaire qui, à la fin de la période d'enregistrement de ces demandes d'inscription ont reçu un nombre de formulaires uniques d'inscription supérieur à 102 % du nombre de places disponibles. »;

2^o l'alinéa 3, est remplacé un nouvel alinéa libellé comme suit : « Sont considérés incomplets pour les inscriptions en 1^{re} année commune de l'année scolaire considérée, les établissements d'enseignement secondaire autres que ceux visés à l'alinéa 2. »

3° le § 2 est abrogé.

Art. 28. L'article 79/13, tel qu'inséré par le décret du 18 mars 2010, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 79/13. Dans tout établissement d'enseignement secondaire considéré incomplet en application de l'article 79/12, tous les élèves pour lesquels le formulaire unique d'inscription y a été déposé y sont définitivement en ordre utile.

Dans les cinq jours ouvrables scolaires qui suivent, l'établissement visé à l'alinéa 1^{er} adresse à la CIRI, une copie électronique de son registre des demandes d'inscription et précise le nombre de places encore disponibles et le nombre d'élèves ISEF éventuellement manquant pour que le pourcentage de 20,4 % d'élèves ISEF par rapport aux places déclarées soit atteint. »

Art. 29. L'article 79/14, tel qu'inséré par le décret du 18 mars 2010, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 79/14. Dans tout établissement d'enseignement secondaire considéré complet en application de l'article 79/12, le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur de l'établissement attribue lui-même 80 % des places déclarées, selon la méthode définie dans la sous-section 8 et réserve l'attribution des places restées disponibles à la CIRI.

Dans les cinq jours ouvrables scolaires qui suivent, l'établissement visé à l'alinéa 1^{er} adresse à la CIRI, une copie électronique de son registre des demandes d'inscription et précise le nombre de places encore disponibles et le nombre d'élèves ISEF éventuellement manquant pour que le pourcentage de 20,4 % d'élèves ISEF par rapport aux places déclarées soit atteint. »

Art. 30. Dans l'article 79/17 du même décret, tel qu'inséré par le décret du 18 mars 2010, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Lorsque par manque de données, il n'est pas possible de déterminer la valeur de l'indice composite d'un élève, il lui est attribué, pour son classement dans l'établissement visé à l'article 79/8, § 2, alinéa 1^{er}, un indice composite dont la valeur est la moyenne des indices composites des élèves qui ont déposé leur formulaire unique d'inscription auprès de cet établissement et pour lesquels cette valeur est connue.

En cas de classement dans un établissement désigné sur la partie du formulaire unique d'inscription visée à l'article 79/7, § 3, alinéa 4, la CIRI lui attribue un indice composite dont la valeur est la moyenne des indices composites des élèves qu'elle classe dans chacun de ces établissements et pour lesquels cette valeur est connue »;

2° Il est ajouté un paragraphe 3 rédigé comme suit : « § 3. Lorsque l'école primaire ou fondamentale d'origine relève de l'enseignement spécialisé, sont seules prises en compte pour la détermination de la valeur du critère visé au § 1^{er}, alinéa 2, 1°, les écoles fondamentales ou primaires spécialisées, parmi celles du réseau auquel appartient l'école primaire ou fondamentale d'origine, organisant un enseignement du même type au sens de l'article 7, § 1^{er}, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

Lorsque l'école primaire ou fondamentale d'origine relève de l'enseignement ordinaire, sont seules prises en compte pour la détermination de la valeur du critère visé au § 1^{er}, alinéa 2, 1°, les écoles fondamentales ou primaires, au sens de l'article 79/2, alinéa 1^{er}, 1°, parmi celles du réseau auquel appartient l'école primaire ou fondamentale ordinaire d'origine. »

Art. 31. Dans l'article 79/20 du même décret, tel qu'inséré par le décret du 18 mars 2010, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le chef d'établissement visé à l'article 79/13, alinéa 2 ou à l'article 79/14, alinéa 2, lui adresse la partie distincte et confidentielle du formulaire unique d'inscription des élèves qui ont introduit une demande d'inscription pendant la période d'enregistrement des demandes d'inscription. »

Art. 32. Dans l'article 79/21, § 4, du même décret, tel qu'inséré par le décret du 18 mars 2010, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « sans préjudice du délai prévu à l'article 79/24, § 2, alinéa 2 » sont abrogés;

2° l'alinéa suivant est ajouté : « Les établissements dans lesquels une demande d'inscription a été actée après la phase d'enregistrement visée à l'article 79/8, § 1^{er}, sont réputés moins correspondre à ses préférences que ceux désignés durant cette phase d'enregistrement.

Art. 33. L'article 79/22 du même décret, tel qu'inséré par le décret du 18 mars 2010, est complété par les alinéas suivants :

« L'élève majeur ou, pour l'élève mineur, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale disposent, s'ils n'ont pas obtenu une place en ordre utile dans l'établissement correspondant à leur première préférence, d'un délai de 10 jours ouvrables à partir de l'envoi du courrier visé à l'alinéa précédent pour confirmer ou infirmer les demandes d'inscription introduites conformément à l'article 79/7, § 3. A défaut de réponse dans ce délai, ils sont réputés confirmer ces demandes d'inscription.

Sauf demande expresse contraire adressée à la CIRI, les demandes d'inscription des élèves qui n'ont pas obtenu le certificat d'études de base sont supprimées dès que la décision de refus d'octroi de ce certificat est définitive. »

Art. 34. Dans l'article 79/23 du même décret, tel qu'inséré par le décret du 18 mars 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, 3°, les mots « la dernière » sont remplacés par le mot « une »;

2° Les alinéas suivants sont ajoutés : « Lorsque l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale estiment relever des cas exceptionnels ou de force majeure visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, ils introduisent, dans les 10 jours ouvrables scolaires suivant la réception du courrier de la CIRI informant du classement après application du § 2 de l'article 79/21 du présent décret, une demande motivée par lettre recommandée auprès de la CIRI.

Dans l'hypothèse où un cas de force majeure nouveau surviendrait après le délai prévu par l'alinéa précédent, l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale introduisent une demande motivée par lettre recommandée auprès de la CIRI ».

Art. 35. Dans l'article 79/24, § 2, du même décret, tel qu'inséré par le décret du 18 mars 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « jusqu'à épuisement de celle-ci » sont insérés entre les mots « liste d'attente visée au § 1^{er} » et « La proposition émane de la CIRI »;

2° les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Art. 36. Dans le chapitre IX, section 1^{re}/1, sous-section 9, il est inséré un article 79/24bis rédigé comme suit :

« Article 79/24bis. A partir du 1^{er} jour ouvrable de l'année scolaire, tout passage en ordre utile entraîne la suppression, par la CIRI, des inscriptions en liste d'attente dans d'autres établissements scolaires, en ce compris lorsque l'inscription en liste d'attente résulte d'une demande d'inscription actée après la phase d'enregistrement visée à l'article 79/8, § 1^{er} conformément à l'article 79/9, alinéa 3. »

Art. 37. L'article 79/25 du même décret, tel qu'inséré par le décret du 18 mars 2010, est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. La CIRI se réunit jusqu'au dernier jour ouvrable d'août pour statuer sur les demandes lui adressées sur base de l'article 79/23, alinéas 3 et 4.

Au-delà de cette date et pour statuer sur les demandes lui adressées sur base de l'article 79/23, alinéa 3, la CIRI décide valablement en réunissant ses membres par voie électronique. »

CHAPITRE XII. — Disposition modifiant le décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection

Art. 38. Dans l'article 22, § 3, du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, tel que modifié par le décret du 19 juillet 2001, par le décret du 2 février 2007 et par le décret du 8 mars 2007, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° trois membres du personnel nommés à titre définitif dans une fonction de promotion ou de sélection autre que celle prévue au 2°. »

CHAPITRE XIII. — Disposition modifiant le décret du 31 janvier 2002

fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés

Art. 39. Dans l'article 57, paragraphe 2, alinéa 2, du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, tel que modifié par le décret du 2 février 2007 et par le décret du 8 juillet 2010, les termes « la condition exigée à l'article 54, 1° » sont remplacés par les termes « les conditions exigées à l'article 54, 1° et 2° ».

CHAPITRE XIV. — Disposition modifiant le décret du 31 janvier 2002

fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés

Art. 40. Dans l'article 45, § 2, alinéa 3, du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, les termes « la condition exigée à l'article 42, 1° » sont remplacés par les termes « les conditions exigées à l'article 42, 1° et 2° ».

CHAPITRE XV. — Disposition modifiant le décret du 17 juillet 2003

portant des dispositions générales relatives à l'enseignement en langue d'immersion et diverses mesures en matière d'enseignement

Art. 41. Dans l'article 1^{er} du décret du 17 juillet 2003 portant des dispositions générales relatives à l'enseignement en langue d'immersion et diverses mesures en matière d'enseignement, tel que modifié par le décret du 1^{er} juillet 2005, par le décret du 11 mai 2007 et par le décret du 23 janvier 2009, les modifications suivantes sont apportées :

a) le paragraphe 3bis est abrogé;

b) dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, le point 3 est abrogé;

c) dans le paragraphe 5, les alinéas 1^{er}, 2 et 3 sont remplacés par deux alinéas rédigés comme suit :

« Le Gouvernement fixe les conditions d'obtention de ce certificat et les règles de délibération et de fonctionnement du jury. Le Gouvernement alloue aux membres et Présidents du jury l'indemnité réglementaire pour frais de parcours et de séjour en cas de déplacement, et une allocation pour la participation aux épreuves et aux délibérations. »

d) dans le paragraphe 6, le montant « 5 euros » est remplacé par le montant « 25 euros ».

CHAPITRE XVI. — Dispositions modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

Art. 42. Dans l'article 4, § 2, 16° du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, les modifications suivantes sont apportées :

a) au point a), les mots « d'arriération mentale légère » sont remplacés par les mots « de retard mental léger »;

b) au point b) les mots « d'arriération mentale modérée » sont chaque fois remplacés par les mots « de retard mental modéré ».

Art. 43. Dans l'article 46, § 4, alinéa 2, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, les mots « d'arriération mentale » sont chaque fois remplacés par les mots « de retard mental ».

Art. 44. Dans l'article 134 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2°, les mots « de cet établissement » sont remplacés par les mots « de l'établissement d'enseignement spécialisé »;

b) un 5° rédigé comme suit est inséré : « 5° de l'organisme qui assure la guidance des élèves de l'établissement d'enseignement ordinaire ».

Art. 45. L'article 137 du même décret, il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Dans le cas de circonstances particulières fixées préalablement par le Gouvernement, celui-ci peut déroger à la date fixée à l'alinéa précédent. »

Art. 46. Dans l'article 150 du même décret, tel que remplacé par le décret du 5 février 2009, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2° est complété par les mots « de l'enseignement spécialisé »;

b) un 5° rédigé comme suit est inséré :

« 5° de l'organisme qui assure la guidance des élèves de l'établissement d'enseignement ordinaire. »

CHAPITRE XVII. — Dispositions modifiant le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française

Art. 47. Dans l'article 62, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, les mots « le 1^{er} juillet suivant » sont remplacés par les mots « le 1^{er} septembre suivant ».

Art. 48. L'article 169 du même décret est complété par un second alinéa libellé comme suit :

« Tout membre du personnel qui est démis d'office et sans préavis de ses fonctions en application de l'alinéa 1^{er}, 3°, 4°, 5°, 6°, perd, pour toutes fonctions, le bénéfice des candidatures introduites ainsi que du nombre de jours prestés pour la fonction qu'il exerçait avant sa démission. »

Art. 49. L'article 170 du même décret, tel que modifié par le décret du 30 avril 2009, est complété par un second alinéa libellé comme suit :

« Tout membre du personnel qui est démis d'office et sans préavis de ses fonctions en application de l'alinéa 1^{er}, 2° ou 4°, perd, pour toutes fonctions, le bénéfice des candidatures introduites ainsi que du nombre de jours prestés pour la fonction qu'il exerçait avant sa démission. »

Art. 50. L'article 315 du même décret est complété par un second alinéa libellé comme suit :

« Tout membre du personnel qui est démis d'office et sans préavis de ses fonctions en application de l'alinéa 1^{er}, 3°, 4°, 5°, 6°, perd, pour toutes fonctions, le bénéfice des candidatures introduites ainsi que du nombre de jours prestés pour la fonction qu'il exerçait avant sa démission. »

Art. 51. L'article 316 du même décret, tel que modifié par le décret du 30 avril 2009, est complété par un second alinéa libellé comme suit :

« Tout membre du personnel qui est démis d'office et sans préavis de ses fonctions en application de l'alinéa 1^{er}, 2° ou 4°, perd, pour toutes fonctions, le bénéfice des candidatures introduites ainsi que du nombre de jours prestés pour la fonction qu'il exerçait avant sa démission. »

Art. 52. L'article 342 du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, tel que complété par le décret du 21 décembre 2004, est complété par un paragraphe 4, rédigé comme suit :

« § 4. Les correspondants comptables, qui, au 1^{er} septembre 2010, occupent temporairement un emploi dans cette fonction, et occupent toujours ce même emploi au 31 août 2011 sont nommés à titre définitif à la date du 1^{er} septembre 2010 dans cet emploi et affectés à l'établissement d'enseignement organisé par la Communauté française où ils exercent leurs attributions avant cette date, pour autant qu'à cette date, ils satisfassent aux conditions suivantes :

1° être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° avoir satisfait aux lois sur la milice;

5° être porteur d'un titre requis en rapport avec la fonction à conférer tel que prévu à l'article 18;

6° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

7° compter au moins sept cent vingt jours de service dans une des fonctions de membre du personnel administratif calculé conformément à l'article 30, § 4;

8° ne pas faire l'objet d'une suspension disciplinaire ou d'une mise en non-activité disciplinaire ou de la révocation dans une fonction de membre du personnel administratif;

9° occuper un emploi vacant au 1^{er} septembre 2010 au plus tard et qui est toujours vacant au 1^{er} septembre 2011. »

CHAPITRE XVIII. — Disposition modifiant le décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française

Art. 53. Dans l'article 28 du décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française, tel que complété par le décret du 2 juin 2006 et par le décret du 13 décembre 2007 et modifié par le décret du 26 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au paragraphe 1^{er}, alinéa 7 est complété par un troisième tiret rédigé comme suit :

« - Les jours prestés dans le cadre d'engagements à titre contractuel en vertu de l'article 9, § 1^{er}, 7° du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité; »

2° Au paragraphe 2, l'alinéa 6 est complété par un troisième tiret rédigé comme suit :

« - Les jours prestés dans le cadre d'engagements à titre contractuel en vertu de l'article 9, § 1^{er}, 7° du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité. »

3° Au paragraphe 3, lettre *b*, alinéa 4, est ajouté un troisième tiret rédigé comme suit :

« Les jours prestés dans le cadre d'engagements à titre contractuel en vertu de l'article 9, § 1^{er}, 7°, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité. »

CHAPITRE XIX. — *Dispositions modifiant le décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française*

Art. 54. Dans l'article 1^{er} du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française, tel que modifié par le décret du 23 janvier 2009, les mots « et le puériculteur exerçant ses fonctions dans le cadre du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité » sont insérés au sein du tiret « Puériculteur contractuel » après les termes « dans le cadre des articles 24, 34, 44 ».

Art. 55. Dans le titre 3, chapitre 3, section 2, du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française, il est inséré une Sous-section V intitulée « Du puériculteur exerçant ses fonctions dans le cadre de l'encadrement différencié » composée d'un article 24*bis* rédigé comme suit :

« Article 24*bis*. L'engagement d'un puériculteur désigné par application du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité se fait dans le respect des règles de priorité fixées à l'article 28, § 1^{er}, du décret du 12 mai 2004.

Cet engagement est régi par les dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail. »

Art. 56. Dans le titre 3, chapitre 3, section 3, du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française, il est inséré une Sous-section V intitulée « Du puériculteur exerçant ses fonctions dans le cadre de l'encadrement différencié » composée d'un article 34*bis* rédigé comme suit :

« Article 34*bis*. L'engagement d'un puériculteur désigné par application du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité se fait dans le respect des règles de priorité fixées à l'article 28, § 2 du décret du 12 mai 2004.

Cet engagement est régi par les dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail. »

Art. 57. Dans le titre 3, chapitre 3, section 4, du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française, il est inséré une Sous-section V intitulée « Du puériculteur exerçant ses fonctions dans le cadre de l'encadrement différencié » composée d'un article 44*bis* rédigé comme suit :

« Article 44*bis*. L'engagement d'un puériculteur désigné par application du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité se fait dans le respect des règles de priorité fixées à l'article 28, § 3 du décret du 12 mai 2004.

Cet engagement est régi par les dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail. »

CHAPITRE XX. — *Dispositions modifiant le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs*

Art. 58. Dans l'article 37, § 1^{er}, alinéa 2 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, tel que modifié par le décret du 13 décembre 2007, le 2° est abrogé.

Art. 59. Dans le titre III, Chapitre I^{er}, il est ajouté une section III*bis* entre les articles 42 et 43 du décret du 2 février 2007 précité : « Section III*bis*. Du retrait des fonctions supérieures de directeur à titre temporaire »

Art. 60. Dans l'article 83, § 3, du décret du 2 février 2007 précité, les mots « de son » sont remplacés par le mot « du ».

Art. 61. Dans l'article 87, alinéa 1^{er}, du décret du 2 février 2007 précité, les mots « et 14 » sont remplacés par les mots « , 14 et 15 ».

Art. 62. Dans le tableau I annexé au décret du 2 février 2007 précité, les mots « plein exercice » sont chaque fois remplacés par les mots « plein exercice ou en alternance ».

Art. 63. Dans le tableau II annexé au décret du 2 février 2007 précité, les mots « plein exercice » sont chaque fois remplacés par les mots « plein exercice ou en alternance ».

CHAPITRE XXI. — *Dispositions modifiant le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité*

Art. 64. Dans l'article 4 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, tel que modifié par le décret du 8 juillet 2010, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans l'alinéa 7, les mots « à l'exception des implantations relevant des classes 13 à 20 qui seraient dans ce cas et pour lesquelles l'ensemble de la population scolaire est réputée appartenir à la classe la plus favorable. » sont insérés entre les mots « dont le coefficient est le plus favorable » et les mots « Le cas échéant »;

2° Dans le dernier alinéa, les mots « et non bénéficiaires » sont insérés entre les mots « de l'enseignement secondaire bénéficiaires » et les mots « de l'encadrement différencié ».

Art. 65. A l'article 6 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 2, alinéa 5 est remplacé par la disposition suivante : « Les périodes restantes visées à l'alinéa 4 sont réparties entre tous les élèves régulièrement inscrits dans l'ensemble des implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié au 15 janvier au prorata des coefficients de classe visés, selon le cas aux alinéas 6 et 7. La part de chaque implantation bénéficiaire de l'encadrement différencié est arrondie à l'unité inférieure. »

2° Le § 3, alinéa 5 est remplacé par la disposition suivante : « Les moyens de fonctionnement restants visés à l'alinéa 4 sont répartis entre tous les élèves régulièrement inscrits dans l'ensemble des implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié au 15 janvier au prorata des coefficients de classe visés, selon le cas aux alinéas 6 et 7. La part de chaque implantation bénéficiaire de l'encadrement différencié est arrondie à l'unité inférieure. »

Art. 66. A l'article 7 du décret du 30 avril 2009 précité sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 2, alinéa 5, est remplacé par la disposition suivante : « Les périodes restantes visées à l'alinéa 4 sont réparties entre tous les élèves régulièrement inscrits dans l'ensemble des implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié au 15 janvier au prorata des coefficients de classe visés, selon le cas aux alinéas 6 et 7. La part de chaque implantation bénéficiaire de l'encadrement différencié est arrondie à l'unité inférieure. »

2° Le § 3, alinéa 5 est remplacé par la disposition suivante : « Les moyens de fonctionnement restants visés à l'alinéa 4 sont répartis entre tous les élèves régulièrement inscrits dans l'ensemble des implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié au 15 janvier au prorata des coefficients de classe visés, selon le cas aux alinéas 6 et 7. La part de chaque implantation bénéficiaire de l'encadrement différencié est arrondie à l'unité inférieure. »

Art. 67. Dans l'article 8 du même décret, tel que modifié par le décret du 8 juillet 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « et pour la première fois au plus tard pour le 30 septembre 2010, » sont remplacés par « et pour la première fois au plus tard le 30 juin 2011 »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 5 est complété par la phrase suivante : « Toutefois le PGAED élaboré au plus tard pour le 30 juin 2011 définit pour une durée de quatre ans les objectifs et les actions précitées. »;

3° dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots « Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 8, § 1^{er}, 5^e alinéa » sont insérés avant les mots « Dans l'enseignement fondamental »;

4° dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots « et pour la première fois au plus tard pour le 30 juin 2011, » sont remplacés par « et pour la première fois au plus tard le 30 juin 2012 ».

Art. 68. Dans l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, 4°, du même décret, tel que modifié par le décret du 8 juillet 2010, les termes « et au 7° » sont insérés entre les termes « visés au 5° » et les termes « du précédent alinéa ».

Art. 69. Dans l'article 17, alinéa 3, du même décret, les mots « au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur du présent décret » sont remplacés par « pour la première fois au plus tard le 30 juin 2013 ».

CHAPITRE XXII. — *Entrée en vigueur*

Art. 70. Les articles 39, 40, 53, 54, 55, 56, 57, 65, 66 et 68 produisent leurs effets le 1^{er} septembre 2010.

Art. 71. L'article 24, 3° produit ses effets le 1^{er} décembre 2010.

Art. 72. L'article 41, b), produit ses effets le 1^{er} janvier 2008.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 février 2011.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

—
Note

(1) *Session 2010-2011*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 161-1. — Amendements de commission, n° 161-2 — Rapport, n° 161-3 — Amendements de séance, n° 161-4

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 9 février 2011.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 632

[C — 2011/29084]

10 FEBRUARI 2011. — Decreet houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs

Artikel 1. Artikel 16 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, zoals laatst aangevuld met het decreet van 12 december 2008, wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend als volgt :

« § 5. Worden ook toegelaten de diensten, opgenomen in dit artikel, gepresteerd binnen een instelling van een lidstaat van de Europese Unie die overeenstemt met één van de instellingen bedoeld in artikel 16 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs. »

HOOFDSTUK II. — Bepaling tot wijziging van de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra

Art. 2. In artikel 2, § 1, 1° en 2° van de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra, zoals gewijzigd bij het decreet van 19 februari 2009 en bij het decreet van 8 juli 2010, worden de woorden « of tijdelijke » toegevoegd tussen de woorden « in volledige of gedeeltelijke permanente integratie » en de woorden « zowel binnen de bevolking van het gewoon psycho-medisch-sociaal centrum als in het psycho-medisch-sociaal centrum belast met de begeleiding ».

HOOFDSTUK III. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

Art. 3. In artikel 28 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals aangevuld met het decreet van 8 februari 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, eerste zin, worden de woorden « of op gemotiveerd voorstel van de bevoegde inspecteur » opgeheven;

2° in het eerste lid, derde zin en in het derde lid, vierde zin, worden de woorden « of de bevoegde inspecteur » opgeheven.

Art. 4. In het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt een artikel *28bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *28bis*. § 1. Elk tijdelijk aangesteld personeelslid kan afgedankt worden zonder opzegging wegens zware fout.

Onder zware fout wordt verstaan, elke tekortkoming die elke medewerking onmiddellijk en definitief onmogelijk maakt tussen het personeelslid en de directeur van de onderwijsinrichting waaraan het toegewezen wordt.

§ 2. Zodra het inrichtingshoofd in kennis wordt gesteld van feiten die een zware fout kunnen uitmaken, roept hij, bij een ter post aangetekend schrijven, het personeelslid voor een hoorzitting op, die ten vroegste vijf werkdagen en uiterlijk tien werkdagen na de verzending van de oproepingsbrief moet plaatsvinden. De procedure verloopt verder wanneer het opgeroepen personeelslid niet op de hoorzitting verschijnt of er niet vertegenwoordigd is.

Bij de hoorzitting kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, een verdediger gekozen onder de personeelsleden van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, in dienstactiviteit of in ruste, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakorganisatie.

§ 3. Indien, na de hoorzitting bedoeld in § 2 of in afwezigheid van het personeelslid of zijn vertegenwoordiger op de hoorzitting, het inrichtingshoofd van mening is dat er voldoende elementen zijn die een zware fout bewijzen, zendt hij het voorstel tot ontslag onmiddellijk over aan de Regering die haar beslissing neemt binnen de drie werkdagen die volgen op de verzending van het voorstel.

De afdanking wordt gestaafd door het bewijs dat de verweten feiten wel hebben plaatsgevonden. Daarvan wordt het personeelslid kennis gegeven, ofwel bij deurwaardersexploot ofwel bij een ter post aangetekend schrijven, dat de derde werkdag volgend op de datum van de verzending ervan uitwerking heeft.

§ 4. Het personeelslid kan binnen de tien dagen een schriftelijke klacht bij de Minister indienen. Die klacht wordt per aangetekende brief ingediend. Zodra de Minister de klacht ontvangen heeft, kan hij de klacht bij de Raad van beroep doen toekomen. Deze brengt zijn advies uit aan de Regering binnen een termijn van hoogstens twee maanden na de datum van ontvangst van de klacht.

Het personeelslid wordt op eigen aanvraag door de Raad van beroep verhoord. Hij kan zich laten bijstaan door een advocaat, een verdediger gekozen onder de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, in dienstactiviteit of in ruste, of door een afgevaardigde van een erkende vakorganisatie.

De niet-verschijning van het personeelslid of van zijn vertegenwoordiger belet de Raad van beroep niet, zich uit te spreken.

De Regering doet uitspraak vanaf de ontvangst van het advies. »

Art. 5. In artikel 42, eerste lid, eerste zin van het koninklijk besluit van 22 maart 1969, worden de woorden « of van de bevoegde inspecteur » opgeheven.

Art. 6. In artikel 43, tweede lid, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969, wordt de tweede zin opgeheven.

Art. 7. In het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt een artikel 43ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 43ter. § 1. Elke prioritaire tijdelijk of beschermde tijdelijk kan afgedankt worden zonder opzegging wegens zware fout.

Onder zware fout wordt verstaan, elke tekortkoming die elke medewerking onmiddellijk en definitief onmogelijk maakt tussen het personeelslid en de directeur van de onderwijsinrichting waaraan het toegewezen wordt.

§ 2. Zodra het inrichtingshoofd in kennis wordt gesteld van feiten die een zware fout kunnen uitmaken, roept hij, bij een ter post aangetekend schrijven, het personeelslid voor een hoorzitting op, die ten vroegste vijf werkdagen en uiterlijk tien werkdagen na de verzending van de oproepingsbrief moet plaatsvinden. De procedure verloopt verder wanneer het opgeroepen personeelslid niet op de hoorzitting verschijnt of er niet vertegenwoordigd is.

Bij de hoorzitting kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, een verdediger gekozen onder de personeelsleden van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, in dienstactiviteit of in ruste, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakorganisatie.

§ 3. Indien, na de hoorzitting bedoeld in § 2 of in afwezigheid van het personeelslid of zijn vertegenwoordiger op de hoorzitting, het inrichtingshoofd van mening is dat er voldoende elementen zijn die een zware fout bewijzen, zendt hij het voorstel tot ontslag onmiddellijk over aan de Regering die haar beslissing neemt binnen de drie werkdagen die volgen op verzending van het voorstel.

De afdanking wordt gestaafd door het bewijs dat de verweten feiten wel hebben plaatsgevonden. Daarvan wordt het personeelslid kennis gegeven ofwel bij deurwaardersexploot ofwel bij een ter post aangetekend schrijven, dat de derde werkdag volgend op de datum van de verzending ervan uitwerking heeft.

§ 4. Het personeelslid kan binnen de tien dagen een schriftelijke klacht bij de Minister indienen. Die klacht wordt per aangetekende brief ingediend. Zodra de Minister de klacht ontvangen heeft, kan hij de klacht bij de Raad van beroep doen toekomen. Deze brengt zijn advies uit aan de Regering binnen een termijn van hoogstens twee maanden na de datum van ontvangst van de klacht.

Het personeelslid wordt op eigen aanvraag door de Raad van beroep verhoord. Hij kan zich laten bijstaan door een advocaat, een verdediger gekozen onder de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, in dienstactiviteit of in ruste, of door een afgevaardigde van een erkende vakorganisatie.

De niet-verschijning van het personeelslid of van zijn vertegenwoordiger belet de Raad van beroep niet, zich uit te spreken.

De Regering doet uitspraak vanaf de ontvangst van het advies. »

Art. 8. In artikel 45, § 3, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 17 december 2003, wordt het vierde lid aangevuld als volgt :

« Deze aanvraag wordt in aanmerking genomen in één van de inrichtingen waar het personeelslid aanvullend wordt toegewezen zodra ze ingediend wordt. De aanvraag heeft nochtans slechts uitwerking met ingang van 1 juli daarop. »

Art. 9. Artikel 168 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Elk personeelslid dat ambtshalve en zonder opzegging uit zijn ambten wordt ontheven met toepassing van het eerste lid, 3°, 4°, 5°, 7°, verliest, voor alle ambten, het recht op de ingediende kandidaturen alsook op het aantal gepresteerde dagen voor het ambt dat hij vóór zijn ontslag uitoefende. »

Art. 10. Artikel 169 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Elk personeelslid dat ambtshalve en zonder opzegging uit zijn ambten wordt ontheven met toepassing van het eerste lid, 2° of 4°, verliest, voor alle ambten, het recht op de ingediende kandidaturen alsook op het aantal gepresteerde dagen voor het ambt dat hij vóór zijn ontslag uitoefende. »

HOOFDSTUK IV. — Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs

Art. 11. In artikel 4bis, tweede lid, van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs, worden de woorden « of van de bevoegde inspecteur » opgeheven.

HOOFDSTUK V. — Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1970 houdende bezoldigingsregeling van het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs

Art. 12. In het koninklijk besluit van 1 december 1970 houdende bezoldigingsregeling van het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, wordt artikel 14, waarvan de huidige tekst § 1 zal vormen, aangevuld met een § 2, luidend als volgt :

« § 2. Worden ook in aanmerking genomen de diensten opgenomen in § 1, gepresteerd binnen een instelling van een lidstaat van de Europese Unie die overeenstemt met één van de instellingen bedoeld in artikel 16 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs. »

HOOFDSTUK VI. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëliete, orthodoxe en islamitische godsdienst der onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap*

Art. 13. In het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëliete, orthodoxe en islamitische godsdienst der onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, wordt een artikel 19ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 19ter. Bij ontslag worden de dienstdagen die gepresteerd worden tijdens de stage, gelijkgesteld met de dienstdagen gepresteerd als tijdelijk personeelslid. »

Art. 14. In Hoofdstuk X van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëliete, orthodoxe en islamitische godsdienst der onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, wordt een artikel 49bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 49bis. Elk personeelslid dat ambtshalve en zonder opzegging uit zijn ambten ontheven wordt met toepassing van artikel 48, 3°, 4°, 5°, 6° of 49, 2° of 4°, verliest, voor alle ambten, het recht op de ingediende kandidaturen alsook op het aantal gepresteerde dagen voor het ambt dat hij vóór zijn ontslag uitoefende. ».

HOOFDSTUK VII. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juni 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het kleuter- en lager onderwijs*

Art. 15. In artikel 11 van het koninklijk besluit van 20 juni 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het kleuter- en lager onderwijs, zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 3 juli 2003, wordt na de rubriek « Leermeester bijzondere vakken (huishoudkunde) » een rubriek « studiemeester-opvoeder » ingevoegd, luidend als volgt :

Studiemeester-opvoeder

Groep A

- a) Diploma van sociaal adviseur – van de houder VB/S
- b) Diploma van kandidaat/bachelor (elke studierichting) uitgereikt door een Belgische universiteit of door een door de wet daartoe gemachtigde inrichting – van de houder VB/S
- c) Diploma van een hogere technische school van de eerste graad aangevuld met het getuigschrift van G.M.T.N. of door GPB – van de houder VB/S
- d) Diploma van een hogere technische school of leergangen van de eerste graad – van de houder V.B./S. met een tweejaarlijkse verhoging
- e) Diploma van hogere secundaire technische school of getuigschrift van hoger secundair onderwijs, aangevuld met het getuigschrift van G.M.T.N. of door GPB – van de houder V.B./S. met een tweejaarlijkse verhoging
- f) Diploma van de hogere secundaire technische school of getuigschrift van het hoger secundair onderwijs – van de houder B/S
- g) Brevet van een aanvullende secundaire beroepsschool, aangevuld met 36 maanden dienst, gepresteerd in vast verband in het ambt van studiemeester-opvoeder in een internaat met volledige dienstprestaties – van de houder B/S
- h) Brevet van een hogere secundaire beroepsschool, aangevuld met 36 maanden dienst, gepresteerd in vast verband in het ambt van studiemeester-opvoeder in een internaat met volledige dienstprestaties – van de houder B/S
- i) Diploma van hogere secundaire technische leergangen, aangevuld met 36 maanden dienst gepresteerd in vast verband in het ambt van studiemeester-opvoeder in een internaat met volledige dienstprestaties – van de houder B/S.

HOOFDSTUK VIII. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 december 1976 houdende organiek reglement van de personeelsleden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op de rijksinrichtingen*

Art. 16. Artikel 7 van het koninklijk besluit van 14 december 1976 houdende organiek reglement van de personeelsleden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op de rijksinrichtingen, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK IX. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de Rijks-psycho-medisch-sociale centra, van gespecialiseerde Rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de Rijksvormingscentra en van de inspectiedienst belast met toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra*

Art. 17. Artikel 33 van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de Rijks-psycho-medisch-sociale centra, van gespecialiseerde Rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de Rijksvormingscentra en van de inspectiedienst belast met toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 33. De stagiair kan tijdens de stage afgedankt worden op gemotiveerd voorstel van de directeur van het centrum.

Dit voorstel wordt aan de stagiair voorgelegd, op de dag dat het wordt opgemaakt.

De stagiair viseert en dateert dit voorstel en bezorgt het terug binnen de tien werkdagen volgend op de dag waarop het voorstel hem werd voorgelegd. »

Art. 18. Artikel 196 van het bovenvermelde koninklijk besluit van 27 juli 1979, zoals vervangen bij het decreet van 31 januari 2002, wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Elk personeelslid dat ambtshalve en zonder opzegging uit zijn ambten wordt ontheven met toepassing van het eerste lid, 3°, 4°, 5°, 6°, verliest, voor alle ambten, het recht op de ingediende kandidaturen alsook op het aantal dagen gepresteerd voor het ambt dat hij vóór zijn ontslag uitoefende. »

Art. 19. Artikel 197 van het bovenvermelde koninklijk besluit van 27 juli 1979, zoals gewijzigd bij het decreet van 31 januari 2002 en bij het decreet van 30 april 2009, wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Elk personeelslid dat ambtshalve en zonder opzegging uit zijn ambten wordt ontheven met toepassing van het eerste lid, 2° of 4°, verliest, voor alle ambten, het recht op de ingediende kandidaturen alsook op het aantal dagen gepresteerd voor het ambt dat hij vóór zijn ontslag uitoefende. »

HOOFDSTUK X. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie*

Art. 20. In artikel 20 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, zoals gewijzigd bij het decreet van 24 juli 1997 en gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, wordt het 2e lid vervangen door hetgeen volgt :

« De werkende en plaatsvervangende leden van de Commissie worden door de Regering benoemd voor een vernieuwbare termijn van vijf jaar. »

Art. 21. In artikel 75 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 14 november 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 3e lid wordt opgeheven;

2° in het 4e lid worden de woorden « een overeenstemming of » opgeheven.

Art. 22. Artikel 120 van hetzelfde decreet, zoals aangevuld bij het decreet van 19 juli 1991 en bij het decreet van 4 februari 1993 wordt opgeheven.

HOOFDSTUK XI. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren*

Art. 23. Artikel 79/2, 1e lid, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, zoals ingevoegd bij het decreet van 18 maart 2010, wordt aangevuld met een 3°, luidend als volgt :

« 3° een gespecialiseerde basisschool of lagere school, elke vestiging in de zin van artikel 4, § 1, 3°, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs. »

Art. 24. In artikel 79/7 van hetzelfde decreet, zoals ingevoegd bij het decreet van 18 maart 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In paragraaf 1, 2e lid, worden de woorden « die een aanvraag om inschrijving in het eerste gemeenschappelijke jaar van de eerste graad van het secundair onderwijs met het oog op het volgende schooljaar kan indienen » vervangen door de woorden « ingeschreven in het 6e jaar van het gewoon onderwijs »;

2° In paragraaf 1, 3e lid, worden de woorden « , onder gesloten omslag, » geschrapt;

3° Paragraaf 2 wordt vervangen door hetgeen volgt :

« § 2. In het gespecialiseerd onderwijs, op de voordracht van de klassenraad, deelt het inrichtingshoofd voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs of de inrichtende macht voor het gesubsidieerd onderwijs, vóór 1 december ten laatste, de lijst van de leerlingen, die een aanvraag om inschrijving in het eerste gemeenschappelijke jaar van de eerste graad van het secundair onderwijs met het oog op het volgende schooljaar kunnen indienen, aan het Bestuur mee.

Voor de kinderen die huisonderwijs volgen of in een inrichting ingeschreven zijn bedoeld in artikel 3 van het decreet van 25 april 2008 tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht buiten het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en voor elk kind voor wie geen formulier ingediend werd, kan/kunnen de meerderjarige leerling of, voor de minderjarige leerling, de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent een formulier aanvragen overeenkomstig § 5 »;

4° In paragraaf 3, 2e lid, worden de woorden « van de leerling of » ingevoegd tussen de woorden « is de woonplaats » en de woorden « van één van beide ouders »;

5° In paragraaf 3 wordt een lid ingevoegd tussen het 2e en het 3e lid, luidend als volgt :

« Voor de toepassing van artikel 79/17, § 1, 2e lid, 1°, kan de woonplaats bedoeld in het 2e lid daarenboven, naargelang van het geval, die van de leerling, van een van beide ouders of van een derde, die de ouderlijke macht uitoefent op het moment van de inschrijving in de oorspronkelijke school, zijn. »

Art. 25. In artikel 79/8 van hetzelfde decreet, zoals ingevoegd bij het decreet van 18 maart 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met de volgende leden :

« Na de registratiefase van de inschrijvingsaanvragen bedoeld in het vorige lid kan geen enkele inschrijvingsaanvraag in aanmerking genomen worden vóór de eerste werkdag van de 3e week volgend op het einde van de lentevakantie.

Behoudens voorafgaande terugtrekking kan geen enkele inschrijving met batige rangschikking geregistreerd worden voor een leerling die reeds batig gerangschikt is in een andere inrichting. »;

2° In paragraaf 3 worden de woorden « een door haar bekrachtigd afschrift van dat formulier uit, dat, voor de meerderjarige leerling of, voor de minderjarige leerling, de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, geldt als ontvangstbewijs voor hun inschrijvingsaanvraag in die school » vervangen door « een ontvangstbewijs uit dat de gegevens opneemt die in acht genomen worden voor de rangschikking van de leerling. »

Art. 26. In artikel 79/9, 3e lid, zoals ingevoegd bij het decreet van 18 maart 2010, worden de woorden « ingediend door middel van hetzelfde unieke formulier of van een duplicaat ervan » worden ingevoegd tussen de woorden « Die aanvragen » en de woorden « , die in de chronologische volgorde worden opgenomen, ».

Art. 27. In artikel 79/12, § 1, zoals ingevoegd bij het decreet van 18 maart 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 2e lid wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Voor de inschrijvingen in het eerste gemeenschappelijke jaar van het schooljaar waarvoor de bedoelde inschrijvingen aangevraagd worden, worden de inrichtingen voor secundair onderwijs die op het einde van de registratieperiode van die inschrijvingsaanvragen een aantal unieke inschrijvingsformulieren gekregen hebben dat hoger ligt dan 102 % van het aantal beschikbare plaatsen als volzet beschouwd. »;

2° het 3e lid wordt vervangen door een nieuw lid, luidend als volgt :

« De inrichtingen voor secundair onderwijs ander dan die bedoeld in het 2e lid worden beschouwd als niet volzet voor de inschrijvingen in het eerste gemeenschappelijke jaar van het beschouwde schooljaar. »;

3° § 2 wordt opgeheven.

Art. 28. Artikel 79/13, zoals ingevoegd bij het decreet van 18 maart 2010, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 79/13. In elke inrichting voor secundair onderwijs die bij toepassing van artikel 79/12 als niet volzet wordt beschouwd, zijn alle leerlingen voor wie het unieke inschrijvingsformulier werd ingediend definitief batig gerangschikt in die inrichting.

Binnen de volgende vijf schoolwerkdagen, stuurt de in het eerste lid bedoelde inrichting de netoverschrijdende inschrijvingscommissie een elektronisch afschrift van haar register van inschrijvingsaanvragen en bepaalt het aantal plaatsen die nog beschikbaar zijn en het aantal « ZSEI – leerlingen » dat eventueel ontbreekt om het percentage van 20,4 procent « ZSEI – leerlingen » in verhouding tot de erkende plaatsen te bereiken. »

Art. 29. Artikel 79/14 zoals ingevoegd bij het decreet van 18 maart 2010, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 79/14. In elke inrichting voor secundair onderwijs die bij toepassing van artikel 79/12 als volzet wordt beschouwd, kan het inrichtingshoofd of de inrichtende macht van de inrichting zelf 80 % van de erkende plaatsen toekennen volgens de in onderafdeling 8 bepaalde methode en behoudt de toekenning van de vrij gebleven plaatsen voor de ZSEI voor.

Binnen de volgende vijf schoolwerkdagen, stuurt de in het eerste lid bedoelde inrichting de netoverschrijdende inschrijvingscommissie een elektronisch afschrift van haar register van inschrijvingsaanvragen en bepaalt het aantal plaatsen die nog beschikbaar zijn en het aantal « ZSEI – leerlingen » dat ontbreekt om het percentage van 20,4 procent « ZSEI – leerlingen » in verhouding tot de erkende plaatsen te bereiken. »

Art. 30. In artikel 79/17 van hetzelfde decreet, zoals ingevoegd bij het decreet van 18 maart 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Wanneer, bij gebrek aan gegevens, het onmogelijk is om de waarde van het samengestelde indexcijfer van een leerling te bepalen, wordt voor zijn rangschikking in de inrichting bedoeld in artikel 79/8, § 2, 1e lid, een indexcijfer toegekend, waarvan de waarde het gemiddelde is van de samengestelde indexcijfers van de leerlingen die hun unieke inschrijvingsformulier bij die inrichting hebben ingediend en waarvoor die waarde bekend is.

Bij rangschikking in een inrichting bepaald op het deel van het unieke inschrijvingsformulier bedoeld in artikel 79/7, § 3, 4e lid, kent de netoverschrijdende Inschrijvingscommissie hem een indexcijfer toe, waarvan de waarde het gemiddelde is van de samengestelde indexcijfers van de leerlingen die zij in elke inrichting rangschikt waarvoor die waarde bekend is.

2° Een paragraaf 3 wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« § 3. Wanneer de oorspronkelijke lagere of basisschool onder het gespecialiseerd onderwijs ressorteert, worden, voor de bepaling van de criteriumwaarde bedoeld in § 1, 2e lid, 1°, enkel in aanmerking genomen, onder de scholen van het netwerk waartoe de oorspronkelijke lagere of basisschool behoort, de gespecialiseerde basis- of lagere scholen die een onderwijs van hetzelfde type organiseren in de zin van artikel 7, § 1, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

Wanneer de oorspronkelijke lagere of basisschool onder het gewoon onderwijs ressorteert, worden voor de bepaling van de criteriumwaarde bedoeld in § 1, 2e lid, 1°, enkel de basis- of lagere scholen, in de zin van artikel 79/2, 1e lid, in aanmerking genomen onder het netwerk waartoe de oorspronkelijke gewone lagere of basisschool behoort. »

Art. 31. In artikel 79/20 van hetzelfde decreet, zoals ingevoegd bij het decreet van 18 maart 2010, wordt het 2e lid vervangen door hetgeen volgt :

« Het inrichtingshoofd bedoeld in artikel 79/13, 2e lid of in artikel 79/14, 2e lid, stuurt hem het afzonderlijke en vertrouwelijke deel van het unieke inschrijvingsformulier van de leerlingen die een aanvraag om inschrijving hebben ingediend gedurende de registratieperiode van de inschrijvingsaanvragen. »

Art. 32. In artikel 79/21, § 4, van hetzelfde decreet, zoals ingevoegd bij het decreet van 18 maart 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « , onverminderd de termijn bepaald in artikel 79/24, § 2, tweede lid » worden opgeheven;

2° het volgende lid wordt toegevoegd :

« De inrichtingen waarin een aanvraag om inschrijving in aanmerking genomen is na de registratiefase bedoeld in artikel 79/8, § 1, worden geacht minder overeen te stemmen met de voorkeuren ervan dan die aangesteld gedurende die registratiefase. »

Art. 33. Artikel 79/22 van hetzelfde decreet, zoals ingevoegd bij het decreet van 18 maart 2010, wordt aangevuld met de volgende leden :

« De meerderjarige leerling of, voor de minderjarige leerling, zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, beschikken, als ze geen batig gerangschikte plaats bekomen hebben in de inrichting die overeenstemt met hun eerste voorkeur, over een termijn van 10 werkdagen vanaf de versturing van de brief bedoeld in het vorige lid om de inschrijvingsaanvragen ingediend overeenkomstig artikel 79/7, § 3 te bevestigen of nietig te verklaren. Bij afwezigheid van een antwoord binnen die termijn, worden zij geacht die inschrijvingsaanvragen te bevestigen.

Behoudens uitdrukkelijke tegenstrijdige aanvraag aan de netoverschrijdende Inschrijvingscommissie worden de inschrijvingsaanvragen van de leerlingen die geen basisgetuigschrift bekomen hebben, vernietigd zodra de beslissing om weigering van toekenning van dat getuigschrift definitief is. »

Art. 34. In artikel 79/23 van hetzelfde decreet, zoals ingevoegd bij het decreet van 18 maart 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 1e lid, 3°, worden de woorden « de laatste » vervangen door « een »;

2° De volgende leden worden toegevoegd :

« Wanneer de meerderjarige leerling of, voor de minderjarige leerling, de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, achten met uitzonderlijke gevallen of gevallen van overmacht bedoeld in het 1e lid, 1°, geconfronteerd te zijn, dienen zij, binnen de 10 werkschooldagen volgend op de ontvangst van de brief van de netoverschrijdende Inschrijvingscommissie waarin de rangschikking bekendgemaakt wordt na toepassing van § 2 van artikel 79/21 van dit decreet, per aangetekende brief bij de netoverschrijdende Inschrijvingscommissie een gemotiveerde aanvraag in.

In het geval er een nieuw geval van overmacht zich voordoet na de termijn bedoeld bij het vorige lid, dienen de meerderjarige leerling of, voor de minderjarige leerling, de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, per aangetekende brief bij de netoverschrijdende Inschrijvingscommissie een gemotiveerde aanvraag in. »

Art. 35. In artikel 79/24, § 2, van hetzelfde decreet, zoals ingevoegd bij het decreet van 18 maart 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « zolang beschikbaarheid strekt » worden ingevoegd tussen de woorden « wachtlijst bedoeld in § 1 voorgesteld. » En de woorden « Het voorstel komt van de wetoverschrijdende Inschrijvingscommissie »;

2° het 2e en het 3e lid worden opgeheven.

Art. 36. In hoofdstuk IX, afdeling 1/1, onderafdeling 9, wordt een artikel 79/24bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 79/24bis. Vanaf de eerste werkdag van het schooljaar, veroorzaakt elke batig gerangschikte plaats de vernietiging, door de netoverschrijdende Inschrijvingscommissie, van de inschrijvingen op een wachtlijst in andere schoolinrichtingen, en dit ook wanneer de inschrijving op een wachtlijst resulteert uit een aanvraag om inschrijving geregistreerd na de registratiefase bedoeld in artikel 79/8, § 1, overeenkomstig artikel 79/9, 3e lid. »

Art. 37. Artikel 79/25 van hetzelfde decreet, zoals ingevoegd bij het decreet van 18 maart 2010, wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

§ 3. De netoverschrijdende inschrijvingscommissie komt bijeen tot de laatste werkdag van augustus om te beraadslagen over de aanvragen die tot haar gericht zijn op basis van artikel 79/23, 3e en 4e lid.

Na die datum en om over de aanvragen die tot haar gericht zijn op basis van artikel 79/23, 3e lid, te beslissen, beslist de netoverschrijdende inschrijvingscommissie geldig door haar leden via elektronische weg te verenigen. »

HOOFDSTUK XII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten*

Art. 38. In artikel 22, § 3, van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, zoals gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2001, bij het decreet van 2 februari 2007 en bij het decreet van 8 maart 2007, wordt 3° vervangen door hetgeen volgt :

« 3° drie personeelsleden vastbenoemd in een bevorderings- of selectieambt ander dan die bedoeld in 2° ».

HOOFDSTUK XIII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra*

Art. 39. In artikel 57, paragraaf 2, 2e lid, van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 februari 2007 en bij het decreet van 8 juli 2010, worden de woorden « aan de in artikel 54, 1°, bedoelde voorwaarde » vervangen door de woorden « aan de in artikel 54, 1° en 2°, bedoelde voorwaarden ».

HOOFDSTUK XIV. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra*

Art. 40. In artikel 45, § 2, 3e lid van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra, worden de woorden « aan de in artikel 42, 1°, bedoelde voorwaarde » vervangen door de woorden « aan de in artikel 42, 1° en 2°, bedoelde voorwaarden ».

HOOFDSTUK XV. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 17 juli 2003 houdende algemene bepalingen betreffende het onderricht in een taal via onderdompeling en verschillende maatregelen inzake onderwijs.*

Art. 41. In artikel 1 van het decreet van 17 juli 2003 houdende algemene bepalingen betreffende het onderricht in een taal via onderdompeling en verschillende maatregelen inzake onderwijs, zoals gewijzigd bij het decreet van 1 juli 2005, bij het decreet van 11 mei 2007 en bij het decreet van 23 januari 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) paragraaf 3bis wordt geschrapt;

b) in paragraaf 4, 1e lid, wordt punt 3 geschrapt;

c) in paragraaf 5, worden het 1e, het 2e en het 3e lid vervangen door twee leden luidend als volgt :

« De Regering bepaalt de voorwaarden tot het bekomen van dat getuigschrift en de deliberatie- en werkingsregels van de examencommissie.

De Regering kent de leden en de Voorzitter van de examencommissie een reglementaire vergoeding toe voor vervoerkosten en een toelage voor de deelname aan de proeven en aan de deliberaties. »

d) in paragraaf 6 wordt het bedrag van « 5 euro » vervangen door het bedrag van « 25 euro ».

HOOFDSTUK XVI. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs*

Art. 42. In artikel 4, § 2, 16°, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) bij punt a), worden de woorden « door lichte mentale achterlijkheid » vervangen door de woorden « door een lichte mentale achterstand »

b) bij punt b), worden de woorden « door lichte mentale achterlijkheid » telkens vervangen door de woorden « door een lichte mentale achterstand ».

Art. 43. In artikel 46, § 4, tweede lid, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, worden de woorden « door lichte mentale achterlijkheid » telkens vervangen door de woorden « door een lichte mentale achterstand ».

Art. 44. In artikel 134 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) bij 2° worden de woorden « van die inrichting » vervangen door de woorden « van de inrichting voor gespecialiseerd onderwijs »;

b) er wordt een 5° luidend als volgt ingevoegd :

« 5° de instelling die voor de begeleiding zorgt van de leerlingen van de inrichting voor gewoon onderwijs. »

Art. 45. Artikel 137 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

« In geval van uitzonderlijke omstandigheden voorheen bepaald door de Regering kan ze van de datum bepaald bij het vorige lid afwijken. »

Art. 46. In artikel 150 van hetzelfde decreet, zoals vervangen bij het decreet van 5 februari 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het 2° wordt aangevuld met de woorden « van het gespecialiseerd onderwijs »;

b) er wordt een 5° luidend als volgt ingevoegd :

« 5° de instelling die voor de begeleiding zorgt van de leerlingen van de inrichting voor gewoon onderwijs. »

HOOFDSTUK XVII. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap

Art. 47. In artikel 62, § 1, tweede lid, van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, worden de woorden « op de volgende 1ste juli » vervangen door de woorden « op de volgende 1ste september ».

Art. 48. Artikel 169 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Elk personeelslid dat ambtshalve en zonder vooropzegging uit zijn ambt ontslagen is met toepassing van het eerste lid, 3°, 4°, 5°, 6°, verliest, voor enig ambt, het genot van de kandidaturen die ingediend werden alsook het aantal dagen gepresteerd voor het ambt dat hij voor zijn ontslag uitoefende. »

Art. 49. Artikel 170 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Elk personeelslid dat ambtshalve en zonder vooropzegging uit zijn ambt ontslagen is met toepassing van het eerste lid, 2° en 4°, verliest, voor enig ambt, het genot van de kandidaturen die ingediend werden alsook het aantal dagen gepresteerd voor het ambt dat hij voor zijn ontslag uitoefende. »

Art. 50. Artikel 315 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Elk personeelslid dat ambtshalve en zonder vooropzegging uit zijn ambt ontslagen is met toepassing van het eerste lid, 3°, 4°, 5°, 6°, verliest, voor enig ambt, het genot van de kandidaturen die ingediend werden alsook het aantal dagen gepresteerd voor het ambt dat hij voor zijn ontslag uitoefende. »

Art. 51. Artikel 316 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Elk personeelslid dat ambtshalve en zonder vooropzegging uit zijn ambt ontslagen is met toepassing van het eerste lid, 2° en 4°, verliest, voor enig ambt, het genot van de kandidaturen die ingediend werden alsook het aantal dagen gepresteerd voor het ambt dat hij voor zijn ontslag uitoefende. »

Art. 52. Artikel 342 van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, zoals aangevuld bij het decreet van 21 december 2004, wordt aangevuld met een vierde paragraaf, luidend als volgt :

« § 4. De rekenplichtige correspondenten, die, op 1 september 2010, tijdelijk een betrekking bezetten in dit ambt, en die op 31 augustus 2011 steeds dezelfde betrekking bezetten, worden vast benoemd op 1 september 2010 en aangesteld in de inrichting voor onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap waar zij voor deze datum hun betrekking uitoefenden, voor zover ze op deze datum aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° Belg zijn of afkomstig zijn van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens afwijking toegestaan door de Regering;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;

5° drager zijn van de vereiste kwalificaties voor het toegekende ambt, zoals voorzien in artikel 18;

6° voldoen aan de wettelijke bepalingen en reglementen in verband met het taalstelsel;

7° minstens 720 dagen dienst tellen in één van de ambten als lid van het administratief personeel berekend overeenkomstig artikel 30, § 4;

8° niet het voorwerp uitmaken van een schorsing bij tuchtmaatregel, een op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel, of van een herroeping voor een ambt als lid van het administratief personeel;

9° een vacantverklearde betrekking op 1 september ten laatste te bezetten die op 1 september 2011 steeds vacant is. »

HOOFDSTUK XVIII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap*

Art. 53. In artikel 28 van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap, zoals aangevuld bij het decreet van 2 juni 2006 en bij het decreet van 13 december 2007 en gewijzigd bij het decreet van 26 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In paragraaf 1 wordt het zevende lid aangevuld met een derde streepje, luidend als volgt :

« - De dagen gepresteerd in het kader van contractuele tewerkstellingen krachtens artikel 9, § 1, 7°, van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving; »

2° In paragraaf 2 wordt het zesde lid aangevuld met een derde streepje, luidend als volgt :

« - De dagen gepresteerd in het kader van contractuele tewerkstellingen krachtens artikel 9, § 1, 7°, van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving; »

3° In paragraaf 3, littera *b*, vierde lid, wordt een derde streepje toegevoegd, luidend als volgt :

« - De dagen gepresteerd in het kader van contractuele tewerkstellingen krachtens artikel 9, § 1, 7° van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving; ».

HOOFDSTUK XIX. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd*

Art. 54. In artikel 1 van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd, zoals gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2009, wordt het streepje « Contractuele verzorger : de kinderverzorger die een vervanging in het kader van de artikelen 24, 34, 44 waarneemt » vervangen door het streepje « Contractuele verzorger : de kinderverzorger die een vervanging in het kader van de artikelen 24, 34, 44 waarneemt en de kinderverzorger die zijn ambt uitoefent in het kader van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving ».

Art. 55. In titel 3, hoofdstuk 3, afdeling 2, van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd, wordt een Onderafdeling V ingevoegd luidend « De kinderverzorger die zijn ambt uitoefent in het kader van de gedifferentieerde omkadering », bestaande in een artikel *24bis*, luidend als volgt :

« Artikel *24bis*. De tewerkstelling van een kinderverzorger aangesteld met toepassing van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, geschiedt met inachtneming van de prioriteitsregels bedoeld bij artikel 28, § 1, van het decreet van 12 mei 2004.

Deze tewerkstelling valt onder de toepassing van de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten. »

Art. 56. In titel 3, hoofdstuk 3, afdeling 3, van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd, wordt een Onderafdeling V ingevoegd luidend « De kinderverzorger die zijn ambt uitoefent in het kader van de gedifferentieerde omkadering », bestaande in een artikel *34bis*, luidend als volgt :

« Artikel *34bis*. De tewerkstelling van een kinderverzorger aangesteld met toepassing van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, geschiedt met inachtneming van de prioriteitsregels bedoeld bij artikel 28, § 2, van het decreet van 12 mei 2004.

Deze tewerkstelling valt onder de toepassing van de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten. »

Art. 57. In titel 3, hoofdstuk 3, afdeling 4, van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd, wordt een Onderafdeling V ingevoegd luidend « De kinderverzorger die zijn ambt uitoefent in het kader van de gedifferentieerde omkadering », bestaande in een artikel *44bis*, luidend als volgt :

« Artikel *44bis*. De tewerkstelling van een kinderverzorger aangesteld met toepassing van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, geschiedt met inachtneming van de prioriteitsregels bedoeld bij artikel 28, § 3, van het decreet van 12 mei 2004.

Deze tewerkstelling valt onder de toepassing van de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten. »

HOOFDSTUK XX. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs*

Art. 58. In artikel 37, § 1, tweede lid van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, zoals gewijzigd bij het decreet van 13 december 2007, wordt het 2° opgeheven.

Art. 59. In titel III, Hoofdstuk 1, wordt een afdeling *IIIbis* ingevoegd tussen de artikelen 42 en 43 van het voornoemde decreet van 2 februari 2007 : « Afdeling *IIIbis*. De intrekking van de tijdelijke hogere ambten van directeur ».

Art. 60. In artikel 83, § 3, van het voornoemde decreet van 2 februari 2007, worden, in de Franse tekst, de woorden « de son » vervangen door het woord « du ».

Art. 61. In artikel 87, eerste lid, van het voornoemde decreet van 2 februari 2007, worden de woorden « en 14 » vervangen door de woorden « , 14 en 15 ».

Art. 62. In de tabel I gevoegd bij het voornoemde decreet van 2 februari 2007 worden de woorden « plein exercice » telkens vervangen door de woorden « plein exercice ou en alternance ».

Art. 63. In de tabel II gevoegd bij het voornoemde decreet van 2 februari 2007 worden de woorden « plein exercice » telkens vervangen door de woorden « plein exercice ou en alternance ».

HOOFDSTUK XXI. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving

Art. 64. In artikel 4 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, zoals gewijzigd bij het decreet van 8 juli 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het zevende lid worden tussen de woorden « waarvan de coëfficiënt de meest voordelige is » en de woorden « In voorkomend geval », de woorden « met uitzondering van de vestigingen die zich in een dergelijke toestand zouden bevinden en waarvoor het geheel van de schoolbevolking aan de gunstigste klasse geacht wordt te behoren » ingevoegd;

2° In het laatste lid, worden de woorden « het secundair onderwijs die de gedifferentieerde omkadering genieten » vervangen door de woorden « het secundair onderwijs die al dan niet de gedifferentieerde omkadering genieten ».

Art. 65. In artikel 6 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2, vijfde lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De overblijvende lestijden bedoeld bij het vierde lid worden verdeeld over alle regelmatig ingeschreven leerlingen voor het geheel van de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten op 15 januari naar rata van de klassecoefficienten bedoeld, naargelang het geval, bij het zesde lid en het zevende lid. Het deel van iedere vestiging die de gedifferentieerde omkadering geniet, wordt naar de lagere eenheid afgerond. »

2° § 3, vijfde lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De overblijvende werkingsmiddelen bedoeld bij het vierde lid worden verdeeld over alle regelmatig ingeschreven leerlingen voor het geheel van de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten op 15 januari naar rata van de klassecoefficienten bedoeld, naargelang het geval, bij het zesde lid en het zevende lid. Het deel van iedere vestiging die de gedifferentieerde omkadering geniet, wordt naar de lagere eenheid afgerond. »

Art. 66. In artikel 7 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2, vijfde lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De overblijvende lestijden bedoeld bij het vierde lid worden verdeeld over alle regelmatig ingeschreven leerlingen voor het geheel van de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten op 15 januari naar rata van de klassecoefficienten bedoeld, naargelang het geval, bij het zesde lid en het zevende lid. Het deel van iedere vestiging die de gedifferentieerde omkadering geniet, wordt naar de lagere eenheid afgerond. »

2° § 3, vijfde lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De overblijvende werkingsmiddelen bedoeld bij het vierde lid worden verdeeld over alle regelmatig ingeschreven leerlingen voor het geheel van de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten op 15 januari naar rata van de klassecoefficienten bedoeld, naargelang het geval, bij het zesde lid en het zevende lid. Het deel van iedere vestiging die de gedifferentieerde omkadering geniet, wordt naar de lagere eenheid afgerond. »

Art. 67. In artikel 8 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 8 juli 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden « voor de eerste keer ten laatste vóór 30 september 2010 » vervangen door de woorden « voor de eerste keer ten laatste vóór 30 juni 2011 »;

2° in paragraaf 1, wordt het vijfde lid aangevuld met de volgende zin :

« Nochtans bepaalt het PGAED ten laatste tegen 30 juni 2011 voor een duur van vier jaar de voornoemde doelstellingen en acties. »;

3° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden « In het basisonderwijs » vervangen door de woorden « Onverminderd de bepalingen bedoeld bij artikel 8, § 1, vijfde lid, in het basisonderwijs »;

4° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden « voor de eerste keer ten laatste vóór 30 juni 2011 » vervangen door de woorden « voor de eerste keer ten laatste vóór 30 juni 2012 ».

Art. 68. In artikel 9, § 1, tweede lid, 4° van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 8 juli 2010, worden de woorden « bedoeld in 5° van het vorige lid » vervangen door de woorden « bedoeld in 5° en 7° van het vorige lid ».

Art. 69. In artikel 17, derde lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « ten laatste twee jaar na de inwerkingtreding van dit decreet » vervangen door de woorden « voor de eerste keer tegen 30 juni 2013 ten laatste ».

HOOFDSTUK XXII. — *Inwerkingtreding*

Art. 70. De artikelen 39, 40, 53, 54, 55, 56, 57, 65, 66 en 68 hebben uitwerking met ingang van 1 september 2010.

Art. 71. Artikel 24, 3°, heeft uitwerking met ingang van 1 december 2010.

Art. 72. Artikel 41, b), heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2008.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt
Brussel, 10 februari 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

Nota

(1) *Zitting 2010-2011*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 161-1. — Commissieamendementen, nr. 161-2. — Verslag nr. 161-3.

Vergaderingsamendementen, nr. 161-4.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 9 februari 2011.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2011 — 633

[C - 2011/29081]

20 JANVIER 2011. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française approuvant la liste des projets d'actions à discriminations positives pour l'année 2011, conformément à l'article 58 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, tel que modifié;

Vu le décret du 15 décembre 2010 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2011;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2007 fixant la proportion et le nombre de demandeurs d'emploi et de bénéficiaires du minimum de moyens d'existence au-delà duquel un établissement ou une implantation d'enseignement de promotion sociale peut être considéré comme établissement ou implantation bénéficiaire de discriminations positives;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 décembre 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 janvier 2011;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Enseignement de Promotion sociale du 2 juillet 2010 relatif à la liste des établissements ou d'implantations bénéficiaires de discriminations positives;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. La liste des projets d'actions à discriminations positives dans l'enseignement de promotion sociale pour l'année 2011, annexée au présent arrêté est approuvée.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011.

Art. 3. La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 janvier 2011.

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET